



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction de la citoyenneté
et de la légalité
Bureau des élections et de l'environnement

AP n° 82-2018-08-14-002

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

CARRIERES DU SUD-OUEST "Le Ramié" 82250 LAGUEPIE

**Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 171-7,

Vu la nomenclature des installations classées,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-25 du 10 janvier 2008 autorisant la société CARRIERES DU SUD-OUEST à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de LAGUEPIE,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n° 2017-0599 en date du 4 juillet 2017 relatif à l'inspection du 27 juin 2017,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n° 2018-0511 en date du 26 juin 2018 relatif à l'inspection du 21 juin 2018,

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de la société CARRIERES DU SUD-OUEST, par courrier en date du 2 juillet 2018 reçu le 4 juillet 2018, lui octroyant un délai de quinze jours pour formuler ses observations, sans réponse,

Considérant que la société CARRIERES DU SUD-OUEST n'a pas mis en place les engagements prévus dans son dossier de demande d'autorisation initial (déplacement des installations notamment),

Considérant que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de M. le Préfet de Tarn-et-Garonne les modifications apportées (changement de plan de phasage et modification des installations) sur son site malgré une première sollicitation lors de l'inspection du 27 juin 2017 (rapport n° 2017-0599 du 4 juillet 2017) ;

Considérant qu'il est nécessaire que soient préservés les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

Considérant que, conformément à l'article L 171-7 du code de l'environnement, lorsque les installations ou ouvrages sont exploités, sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise en application des dispositions du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Tarn-et-Garonne,

AR R E T E

Article 1 :

La société CARRIERES DU SUD-OUEST, dont le siège social est situé 21 avenue de Canteranne – bât. 2 – 3ème étage -33608 PESSAC, est mise en demeure de déposer **avant le 1^{er} octobre 2018** un porter à connaissance des modifications réalisées et projetées sur la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de LAGUEPIE.

Le porter à connaissance doit analyser les modifications réalisées et projetées vis-à-vis des dispositions des articles R 181-46 et R 122-2 du code de l'environnement.

Article 2 : Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Toulouse par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée.

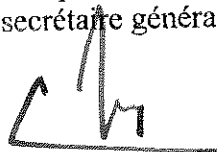
Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn-et-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIERES DU SUD-OUEST, et à Madame le maire de LAGUEPIE.

A Montauban, le **14 AOUT 2018**

Le préfet,

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD